

PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Séance du 5 mai 2021 à 18H30

Date d'envoi de la convocation : le 28 avril 2021

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 88

Président : Emmanuel MANDON

Délibération n°1 : Compte-rendu des délégations au Bureau et au Président

Délégués Collège de la Région Auvergne – Rhône-Alpes

Était présent (à la Maison du Parc)

M. MANDON Emmanuel

Était présent (via la visioconférence)

M. HEYRAUD Stéphane

Étaient représentés

M. CINIERI Dino

Par M. MANDON Emmanuel

Mme BUSSIERE Laurence

Par M. ZILLIOX Charles

Étaient absents

M. CUKIERMAN Cécile

Mme PEYCELON Nicole

M. DE PEYRECAVE Gabriel

Mme SLEPCEVIC Sandra

M. TAITE Jean-Pierre

M. VIAL Raymond

Délégués Collège des Conseils Départementaux

Étaient présentes (via la visioconférence)

Mme BERLIER Solange

Conseil Départemental de la Loire

Mme JURY Christiane

Conseil Départemental du Rhône

Mme PEYSSELON Valérie

Conseil Départemental de la Loire

Étaient absentes

Mme BESSON-FAYOLLE Corinne

Conseil Départemental de la Loire

Mme PERRIN Fabienne

Conseil Départemental de la Loire

Mme RIBEIRO-CUSTODIO Alexandra

Conseil Départemental de la Loire

Mme PUBLIÉ Martine

Conseil Départemental du Rhône

Mme VIALLETON Marie-Michelle

Conseil Départemental de la Loire

Délégués Collège du secteur du Pilat Rhodanien

Délégués de la Communauté de communes

Était représenté

M. HEITZ Philippe

Par M. CORVAISIER Robert

Était absent

M. SOUTRENON Bernard

Délégués des Communes

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme BRUNON Martine	Commune de Saint-Régis-du-Coin
Mme FAURE Marie-Catherine	Commune de Saint-Romain-les-Atheux
M. MATHOULIN Julien	Commune de Jonzieux
M. ROYET Philippe	Commune de Graix
Mme TRANCHAND Bernadette	Commune de Tarentaise

Étaient absents

M. PIGNARD Benjamin	Commune de Le Bessat
Mme RICHARD-RIVORY Carole	Commune de Thélis-la-Combe
M. TAMET Marcel	Commune de Colombier

Délégués Collège secteur Vienne Condrieu Agglomération

Délégués de la Communauté d'agglomération

Était présent (à la Maison du Parc)

M. BRUYAS Lucien
M. THOMAS Luc

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme ASSENAULT Jacqueline
M. RAULET Thierry
Mme THÉTIER Sylvie

Était absent

M. SOY Laurent

Délégués des Communes

Étaient présents (à la Maison du Parc)

M. GONON Christophe	Commune de Tupin-et-Semons
---------------------	----------------------------

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ABEILLON Thibald	Commune de Saint-Romain-en-Gal
Mme CHOFFEL Marion	Commune de Sainte-Colombe
M. GARCIA José (suppléant de Cédric PIZOT)	Commune de Condrieu

Mme JOURNOUD Nathalie Commune de Loire-sur-Rhône

Était absent

M. CHARMET Michel Commune de Trèves

Délégués Collège du secteur du versant du Gier

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Était présent (à la Maison du Parc)

M. PORCHEROT Jean-Philippe

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme MAGNAT Noëlie

M. SEUX Jean-François

Était absent

Mme FAYOLLE Sylvie

M. GUERIN Gérard

Délégués des Communes

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

M. COMTE Brice

M. LACROIX Norbert

Commune de Sainte-Croix-en-Jarez

Commune de La Terrasse-sur-Dorlay

Était absent

M. CARCELES Pierre

M. FARA Bernard

Commune de Farnay

Commune de La Valla-en-Gier

Délégués Collège des Villes Portes

Délégués de Saint-Étienne Métropole

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme PERRET Evelyne

M. ZENNAF Kahier

Étaient absents

Mme DREVET Leslie
Mme HALLEUX Roselyne
Mme LAFAY Françoise
M. FAVERJON Christophe
M. VASSELON Gilbert

Délégués des Villes portes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ALAMERCERY Yves	Commune de Saint-Chamond
Mme DEHAN Nathalie	Le Grand Lyon-Givors
M. GONDRAND Frédéric	Commune d'Annonay
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Commune de La Ricamarie
M. NUNEZ Dominique	Commune de L'Horme
M. PENARD Christophe	Commune de Saint-Jean-Bonnefonds

Étaient absents

M. CHANELIERE Julien	Commune de Rive-de-Gier
M. GALLOT Éric	Commune de Sorbiers
M. LETO Francesco	Commune de Lorette
Mme MICHAUD-FARIGOULE Christiane	Commune de Rochetaillée – Saint-Étienne

Assistaient également à la réunion :

Mme Sylvie BERCET-SERVANTON	Déléguée suppléante – Saint-Jean-Bonnefonds
M. Daniel DURR	Président du Conseil scientifique
M. Cyril MATHEY	Commune de Givors
Mme Rosemarie PERRIN	Délégué suppléante – Vienne Condrieu Agglomération – Échalas
M. Louis REDAUD	DDT 42
Catherine BEAL, Sandrine GARDET, Axel MARTICHE, Marie VIDAL	Équipe du Parc

Le Président certifie que la convocation de tous les membres en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi.

Objet : Compte-rendu des délégations au Bureau et au Président

Dans sa séance du 29 octobre 2020, le Comité syndical a procédé aux désignations de compétences au profit du Bureau et du Président.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Bureau et le Président doivent rendre compte des décisions prises dans ce cadre, à chaque réunion de Comité syndical.

Compte rendu des décisions prises par le Bureau :

La liste exhaustive des décisions prises figure dans les comptes rendus approuvés qui sont systématiquement inscrits à l'ordre du jour de chaque séance.

Le Comité syndical est appelé à prendre acte des décisions prises par le Bureau lors de sa réunion du 10 février 2021.

Compte rendu des décisions prises par le Président :

La liste des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations figure dans le tableau ci-dessous pour la période du 4 mars au 28 avril 2021.

<u>Délégations</u>	<u>Décision</u>
Réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus dans le budget	<i>Sans objet</i>
Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadre ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans la limite des attributions dévolues à la CAO et au jury de concours par la réglementation en vigueur, lorsque les crédits sont inscrits au budget	Voir tableau ci-dessous
Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans	<i>Sans objet</i>
Passer des contrats d'assurance	<i>Sans objet</i>
Créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement du Parc	<i>Sans objet</i>
Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges	<i>Sans objet</i>
Décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 4 600€	<i>Sans objet</i>
Fixer la rémunération et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts	<i>Sans objet</i>
Intenter au nom du Parc les actions devant les juridictions civiles, pénales ou administratives en première instance, appel ou cassation, dans les cas définis par le Comité syndical	<i>Sans objet</i>

Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Comité syndical lors du vote du budget primitif	<i>Sans objet</i>
--	-------------------

Objet	Entreprise attributaire	Lieu d'implantation	Montant
Réalisation d'une maquette pédagogique – présentation des types de forêt	Ducaroy Grange	Villeurbanne (69)	4710 € HT
Conception graphique « Rendez-vous de mon Parc »	Atelier multiple	Chamonix (74)	5050 € HT
Achat d'un véhicule utilitaire et équipements – entretien de la nature	Garage Fraisse	Villars (42)	71349,60 € TTC

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, prend acte de ces décisions.

.....

Pour extrait certifié conforme
le 5 mai 2021,

Le Président,

Emmanuel MANDON

PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Séance du 5 mai 2021 à 18H30

Date d'envoi de la convocation : le 28 avril 2021

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 88

Président : Emmanuel MANDON

Délibération n°2 : Budget du Syndicat mixte du Parc 2021 : Décision modificative n°1

Délégués Collège de la Région Auvergne – Rhône-Alpes

Était présent (à la Maison du Parc)

M. MANDON Emmanuel

Était présent (via la visioconférence)

M. HEYRAUD Stéphane

Étaient représentés

M. CINIERI Dino

Par M. MANDON Emmanuel

Mme BUSSIERE Laurence

Par M. ZILLIOX Charles

Étaient absents

M. CUKIERMAN Cécile

Mme PEYCELON Nicole

M. DE PEYRECAVE Gabriel

Mme SLEPCEVIC Sandra

M. TAITE Jean-Pierre

M. VIAL Raymond

Délégués Collège des Conseils Départementaux

Étaient présentes (via la visioconférence)

Mme BERLIER Solange

Conseil Départemental de la Loire

Mme JURY Christiane

Conseil Départemental du Rhône

Mme PEYSSELON Valérie

Conseil Départemental de la Loire

Étaient absentes

Mme BESSON-FAYOLLE Corinne

Conseil Départemental de la Loire

Mme PERRIN Fabienne

Conseil Départemental de la Loire

Mme RIBEIRO-CUSTODIO Alexandra

Conseil Départemental de la Loire

Mme PUBLIÉ Martine

Conseil Départemental du Rhône

Mme VIALLETON Marie-Michelle

Conseil Départemental de la Loire

Délégués Collège du secteur du Pilat Rhodanien

Délégués de la Communauté de communes

Était représenté

M. HEITZ Philippe

Par M. CORVAISIER Robert

Était absent

M. SOUTRENON Bernard

Délégués des Communes

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

Mme BRUNON Martine	Commune de Saint-Régis-du-Coin
Mme FAURE Marie-Catherine	Commune de Saint-Romain-les-Atheux
M. MATHOULIN Julien	Commune de Jonzieux
M. ROYET Philippe	Commune de Graix
Mme TRANCHAND Bernadette	Commune de Tarentaise

Étaient absents

M. PIGNARD Benjamin	Commune de Le Bessat
Mme RICHARD-RIVORY Carole	Commune de Thélis-la-Combe
M. TAMET Marcel	Commune de Colombier

Délégués Collège secteur Vienne Condrieu Agglomération

Délégués de la Communauté d'agglomération

Était présent (à la Maison du Parc)

M. BRUYAS Lucien
M. THOMAS Luc

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

Mme ASSENAULT Jacqueline
M. RAULET Thierry
Mme THÉTIER Sylvie

Était absent

M. SOY Laurent

Délégués des Communes

Étaient présents (à la Maison du
Parc)

M. GONON Christophe	Commune de Tupin-et-Semons
---------------------	----------------------------

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

M. ABEILLON Thibald	Commune de Saint-Romain-en-Gal
Mme CHOFFEL Marion	Commune de Sainte-Colombe
M. GARCIA José (suppléant de Cédric PIZOT)	Commune de Condrieu

Mme JOURNOUD Nathalie Commune de Loire-sur-Rhône

Était absent

M. CHARMET Michel Commune de Trèves

Délégués Collège du secteur du versant du Gier

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Était présent (à la Maison du Parc)

M. PORCHEROT Jean-Philippe

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme MAGNAT Noëlie

M. SEUX Jean-François

Était absent

Mme FAYOLLE Sylvie

M. GUERIN Gérard

Délégués des Communes

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

M. COMTE Brice

M. LACROIX Norbert

Commune de Sainte-Croix-en-Jarez

Commune de La Terrasse-sur-Dorlay

Était absent

M. CARCELES Pierre

M. FARA Bernard

Commune de Farnay

Commune de La Valla-en-Gier

Délégués Collège des Villes Portes

Délégués de Saint-Étienne Métropole

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme PERRET Evelyne

M. ZENNAF Kahier

Étaient absents

Mme DREVET Leslie
Mme HALLEUX Roselyne
Mme LAFAY Françoise
M. FAVERJON Christophe
M. VASSELON Gilbert

Délégués des Villes portes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ALAMERCERY Yves	Commune de Saint-Chamond
Mme DEHAN Nathalie	Le Grand Lyon-Givors
M. GONDRAND Frédéric	Commune d'Annonay
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Commune de La Ricamarie
M. NUNEZ Dominique	Commune de L'Horme
M. PENARD Christophe	Commune de Saint-Jean-Bonnefonds

Étaient absents

M. CHANELIERE Julien	Commune de Rive-de-Gier
M. GALLOT Éric	Commune de Sorbiers
M. LETO Francesco	Commune de Lorette
Mme MICHAUD-FARIGOULE Christiane	Commune de Rochetaillée – Saint-Étienne

Assistaient également à la réunion :

Mme Sylvie BERCET-SERVANTON	Déléguée suppléante – Saint-Jean-Bonnefonds
M. Daniel DURR	Président du Conseil scientifique
M. Cyril MATHEY	Commune de Givors
Mme Rosemarie PERRIN	Délégué suppléante – Vienne Condrieu Agglomération – Échalas
M. Louis REDAUD	DDT 42
Catherine BEAL, Sandrine GARDET, Axel MARTICHE, Marie VIDAL	Équipe du Parc

Le Président certifie que la convocation de tous les membres en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi.

Objet : Budget du Syndicat mixte du Parc 2021 : Décision modificative n°1

L'objet de la décision modificative est d'inscrire les actions portées par le syndicat mixte du Parc en 2021 et les financements correspondants apportés.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le contenu de la Décision modificative dont le tableau récapitulatif figure en annexe à la présente note.

.....

Pour extrait certifié conforme
le 5 mai 2021,

Le Président,

Emmanuel MANDON

**DECISION MODIFICATIVE
N° 1**DÉPENSES INVESTISSEMENTRECETTES INVESTISSEMENT

Numéro de compte	Intitulé du Compte	Montant	Numéro de compte	Intitulé du compte	Montant
2313	Constructions	61 046,00	1311	État	61 046,00
		<u>61 046,00</u>			<u>61 046,00</u>

PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Séance du 5 mai 2021 à 18H30

Date d'envoi de la convocation : le 28 avril 2021

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 88

Président : Emmanuel MANDON

Délibération n°3 : Fixation de tarifs pour encaissement sur la régie de recettes du Syndicat mixte

Délégués Collège de la Région Auvergne – Rhône-Alpes

Était présent (à la Maison du Parc)

M. MANDON Emmanuel

Était présent (via la visioconférence)

M. HEYRAUD Stéphane

Étaient représentés

M. CINIERI Dino

Par M. MANDON Emmanuel

Mme BUSSIERE Laurence

Par M. ZILLIOX Charles

Étaient absents

M. CUKIERMAN Cécile

Mme PEYCELON Nicole

M. DE PEYRECAVE Gabriel

Mme SLEPCEVIC Sandra

M. TAITE Jean-Pierre

M. VIAL Raymond

Délégués Collège des Conseils Départementaux

Étaient présentes (via la visioconférence)

Mme BERLIER Solange

Conseil Départemental de la Loire

Mme JURY Christiane

Conseil Départemental du Rhône

Mme PEYSSELON Valérie

Conseil Départemental de la Loire

Étaient absentes

Mme BESSON-FAYOLLE Corinne

Conseil Départemental de la Loire

Mme PERRIN Fabienne

Conseil Départemental de la Loire

Mme RIBEIRO-CUSTODIO Alexandra

Conseil Départemental de la Loire

Mme PUBLIÉ Martine

Conseil Départemental du Rhône

Mme VIALLETON Marie-Michelle

Conseil Départemental de la Loire

Délégués Collège du secteur du Pilat Rhodanien

Délégués de la Communauté de communes

Était représenté

M. HEITZ Philippe

Par M. CORVAISIER Robert

Était absent

M. SOUTRENON Bernard

Délégués des Communes

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme BRUNON Martine	Commune de Saint-Régis-du-Coin
Mme FAURE Marie-Catherine	Commune de Saint-Romain-les-Atheux
M. MATHOULIN Julien	Commune de Jonzieux
M. ROYET Philippe	Commune de Graix
Mme TRANCHAND Bernadette	Commune de Tarentaise

Étaient absents

M. PIGNARD Benjamin	Commune de Le Bessat
Mme RICHARD-RIVORY Carole	Commune de Thélis-la-Combe
M. TAMET Marcel	Commune de Colombier

Délégués Collège secteur Vienne Condrieu Agglomération

Délégués de la Communauté d'agglomération

Était présent (à la Maison du Parc)

M. BRUYAS Lucien
M. THOMAS Luc

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme ASSENAULT Jacqueline
M. RAULET Thierry
Mme THÉTIER Sylvie

Était absent

M. SOY Laurent

Délégués des Communes

Étaient présents (à la Maison du Parc)

M. GONON Christophe	Commune de Tupin-et-Semons
---------------------	----------------------------

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ABEILLON Thibald	Commune de Saint-Romain-en-Gal
Mme CHOFFEL Marion	Commune de Sainte-Colombe
M. GARCIA José (suppléant de Cédric PIZOT)	Commune de Condrieu

Mme JOURNOUD Nathalie Commune de Loire-sur-Rhône

Était absent

M. CHARMET Michel Commune de Trèves

Délégués Collège du secteur du versant du Gier

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Était présent (à la Maison du Parc)

M. PORCHEROT Jean-Philippe

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme MAGNAT Noëlie

M. SEUX Jean-François

Était absent

Mme FAYOLLE Sylvie

M. GUERIN Gérard

Délégués des Communes

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

M. COMTE Brice

M. LACROIX Norbert

Commune de Sainte-Croix-en-Jarez

Commune de La Terrasse-sur-Dorlay

Était absent

M. CARCELES Pierre

M. FARA Bernard

Commune de Farnay

Commune de La Valla-en-Gier

Délégués Collège des Villes Portes

Délégués de Saint-Étienne Métropole

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme PERRET Evelyne

M. ZENNAF Kahier

Étaient absents

Mme DREVET Leslie
Mme HALLEUX Roselyne
Mme LAFAY Françoise
M. FAVERJON Christophe
M. VASSELON Gilbert

Délégués des Villes portes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ALAMERCERY Yves	Commune de Saint-Chamond
Mme DEHAN Nathalie	Le Grand Lyon-Givors
M. GONDRAND Frédéric	Commune d'Annonay
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Commune de La Ricamarie
M. NUNEZ Dominique	Commune de L'Horme
M. PENARD Christophe	Commune de Saint-Jean-Bonnefonds

Étaient absents

M. CHANELIERE Julien	Commune de Rive-de-Gier
M. GALLOT Éric	Commune de Sorbiers
M. LETO Francesco	Commune de Lorette
Mme MICHAUD-FARIGOULE Christiane	Commune de Rochetaillée – Saint-Étienne

Assistaient également à la réunion :

Mme Sylvie BERCET-SERVANTON	Déléguée suppléante – Saint-Jean-Bonnefonds
M. Daniel DURR	Président du Conseil scientifique
M. Cyril MATHEY	Commune de Givors
Mme Rosemarie PERRIN	Délégué suppléante – Vienne Condrieu Agglomération – Échalas
M. Louis REDAUD	DDT 42
Catherine BEAL, Sandrine GARDET, Axel MARTICHE, Marie VIDAL	Équipe du Parc

Le Président certifie que la convocation de tous les membres en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi.

Objet : Fixation de tarifs pour encaissement sur la régie de recettes du Syndicat mixte

Le Parc du Pilat a mis en place une régie de recettes depuis juillet 2017. Elle permet d'encaisser les produits liés aux programmes mis en œuvre par le Parc en lien avec la Charte :

- les sorties organisées par le Parc dans le cadre des Rendez-vous
- la participation libre pour les évènements liés à la programmation culturelle portée par le Parc
- la location des Vélos à assistance électrique

Pour encaisser les recettes via la régie, il revient au Comité syndical de fixer les tarifs concernés.

Il est proposé au Comité syndical de fixer ou réajuster plusieurs tarifs :

- Fixation d'un tarif pour la revente des écussons « Parc » fabriqués par la Maison de la Passementerie de Jonzieux : 3 euros par écusson. (La Maison de la Passementerie les vend à ce tarif au Parc).
- Le réajustement des tarifs pour les Rendez-vous de Mon Parc : 5€ la demi-journée et 15€ la journée. Une gratuité pourra être appliquée pour certains types de publics.
- La fixation de tarifs pour les Conversations Carbone : 15€ le cycle de 6 animations.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les tarifs proposés ci-dessus qui seront encaissés via la régie de recettes du Syndicat mixte du Parc.

.....

Pour extrait certifié conforme
le 5 mai 2021,

Le Président,

Emmanuel MANDON

PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Séance du 5 mai 2021 à 18H30

Date d'envoi de la convocation : le 28 avril 2021

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 88

Président : Emmanuel MANDON

Délibération n°4 : Délibération fixant le taux promus/promouvables

Délégués Collège de la Région Auvergne – Rhône-Alpes

Était présent (à la Maison du Parc)

M. MANDON Emmanuel

Était présent (via la visioconférence)

M. HEYRAUD Stéphane

Étaient représentés

M. CINIERI Dino

Par M. MANDON Emmanuel

Mme BUSSIÈRE Laurence

Par M. ZILLIOX Charles

Étaient absents

M. CUKIERMAN Cécile

Mme PEYCELON Nicole

M. DE PEYRECAVE Gabriel

Mme SLEPCEVIC Sandra

M. TAITE Jean-Pierre

M. VIAL Raymond

Délégués Collège des Conseils Départementaux

Étaient présentes (via la visioconférence)

Mme BERLIER Solange

Conseil Départemental de la Loire

Mme JURY Christiane

Conseil Départemental du Rhône

Mme PEYSSELON Valérie

Conseil Départemental de la Loire

Étaient absentes

Mme BESSON-FAYOLLE Corinne

Conseil Départemental de la Loire

Mme PERRIN Fabienne

Conseil Départemental de la Loire

Mme RIBEIRO-CUSTODIO Alexandra

Conseil Départemental de la Loire

Mme PUBLIÉ Martine

Conseil Départemental du Rhône

Mme VIALLETON Marie-Michelle

Conseil Départemental de la Loire

Délégués Collège du secteur du Pilat Rhodanien

Délégués de la Communauté de communes

Était représenté

M. HEITZ Philippe

Par M. CORVAISIER Robert

Était absent

M. SOUTRENON Bernard

Délégués des Communes

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

Mme BRUNON Martine	Commune de Saint-Régis-du-Coin
Mme FAURE Marie-Catherine	Commune de Saint-Romain-les-Atheux
M. MATHOULIN Julien	Commune de Jonzieux
M. ROYET Philippe	Commune de Graix
Mme TRANCHAND Bernadette	Commune de Tarentaise

Étaient absents

M. PIGNARD Benjamin	Commune de Le Bessat
Mme RICHARD-RIVORY Carole	Commune de Thélis-la-Combe
M. TAMET Marcel	Commune de Colombier

Délégués Collège secteur Vienne Condrieu Agglomération

Délégués de la Communauté d'agglomération

Était présent (à la Maison du Parc)

M. BRUYAS Lucien
M. THOMAS Luc

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

Mme ASSENAULT Jacqueline
M. RAULET Thierry
Mme THÉTIER Sylvie

Était absent

M. SOY Laurent

Délégués des Communes

Étaient présents (à la Maison du
Parc)

M. GONON Christophe	Commune de Tupin-et-Semons
---------------------	----------------------------

Étaient _____ présents _____ (via _____ la
visioconférence)

M. ABEILLON Thibald	Commune de Saint-Romain-en-Gal
Mme CHOFFEL Marion	Commune de Sainte-Colombe
M. GARCIA José (suppléant de Cédric PIZOT)	Commune de Condrieu

Mme JOURNOUD Nathalie Commune de Loire-sur-Rhône

Était absent

M. CHARMET Michel Commune de Trèves

Délégués Collège du secteur du versant du Gier

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Était présent (à la Maison du Parc)

M. PORCHEROT Jean-Philippe

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme MAGNAT Noëlie

M. SEUX Jean-François

Était absent

Mme FAYOLLE Sylvie

M. GUERIN Gérard

Délégués des Communes

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

M. COMTE Brice

M. LACROIX Norbert

Commune de Sainte-Croix-en-Jarez

Commune de La Terrasse-sur-Dorlay

Était absent

M. CARCELES Pierre

M. FARA Bernard

Commune de Farnay

Commune de La Valla-en-Gier

Délégués Collège des Villes Portes

Délégués de Saint-Étienne Métropole

*Étaient présents (via la
visioconférence)*

Mme PERRET Evelyne

M. ZENNAF Kahier

Étaient absents

Mme DREVET Leslie
Mme HALLEUX Roselyne
Mme LAFAY Françoise
M. FAVERJON Christophe
M. VASSELON Gilbert

Délégués des Villes portes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ALAMERCERY Yves	Commune de Saint-Chamond
Mme DEHAN Nathalie	Le Grand Lyon-Givors
M. GONDRAND Frédéric	Commune d'Annonay
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Commune de La Ricamarie
M. NUNEZ Dominique	Commune de L'Horme
M. PENARD Christophe	Commune de Saint-Jean-Bonnefonds

Étaient absents

M. CHANELIERE Julien	Commune de Rive-de-Gier
M. GALLOT Éric	Commune de Sorbiers
M. LETO Francesco	Commune de Lorette
Mme MICHAUD-FARIGOULE Christiane	Commune de Rochetaillée – Saint-Étienne

Assistaient également à la réunion :

Mme Sylvie BERCET-SERVANTON	Déléguée suppléante – Saint-Jean-Bonnefonds
M. Daniel DURR	Président du Conseil scientifique
M. Cyril MATHEY	Commune de Givors
Mme Rosemarie PERRIN	Délégué suppléante – Vienne Condrieu Agglomération – Échalas
M. Louis REDAUD	DDT 42
Catherine BEAL, Sandrine GARDET, Axel MARTICHE, Marie VIDAL	Équipe du Parc

Le Président certifie que la convocation de tous les membres en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi.

Objet : Délibération fixant le taux promus/promouvables

Pour tous les cadres d'emplois présents au sein du Syndicat mixte du Parc, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant bénéficier d'un avancement de grade est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

L'organe délibérant a toute liberté pour déterminer les taux applicables, aucun ratio minimum ou maximum n'étant prévu.

Pour information, la procédure d'avancement de grade a évolué depuis le 1er janvier dernier, avec la mise en place des lignes directrices de gestion, qui sont une des mesures prévues par la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019.

La Commission Administrative Paritaire n'est plus consultée. Désormais, les collectivités sélectionnent les agents promouvables à inscrire au tableau d'avancement selon des critères liés à la valeur professionnelle de l'agent et aux acquis de l'expérience.

Par ailleurs, lors d'un avancement de grade, il est également tenu compte de certaines restrictions ou dispositions propres au statut de la fonction publique.

La mise en œuvre de cette nouvelle procédure est donc l'occasion pour actualiser la délibération qui fixe les ratios de promotion, la périodicité de révision étant librement déterminée.

Il est proposé au Comité syndical de fixer ce taux à 100 % pour tous les grades de la collectivité. Le comité technique intercommunal placé auprès du Centre de Gestion, qui doit être consulté en amont de l'assemblée délibérante, a rendu un avis favorable sur cette proposition.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, fixe le taux d'agents promus/promouvables à 100 %, pour tous les grades de la collectivité.

.....

Pour extrait certifié conforme
le 5 mai 2021,

Le Président,

Emmanuel MANDON

PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Séance du 5 mai 2021 à 18H30

Date d'envoi de la convocation : le 28 avril 2021

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 88

Président : Emmanuel MANDON

Délibération n°5 : Avis sur le Schéma régional des Carrières

Délégués Collège de la Région Auvergne – Rhône-Alpes

Était présent (à la Maison du Parc)

M. MANDON Emmanuel

Était présent (via la visioconférence)

M. HEYRAUD Stéphane

Étaient représentés

M. CINIERI Dino

Par M. MANDON Emmanuel

Mme BUSSIÈRE Laurence

Par M. ZILLIOX Charles

Étaient absents

M. CUKIERMAN Cécile

Mme PEYCELON Nicole

M. DE PEYRECAVE Gabriel

Mme SLEPCEVIC Sandra

M. TAITE Jean-Pierre

M. VIAL Raymond

Délégués Collège des Conseils Départementaux

Étaient présentes (via la visioconférence)

Mme BERLIER Solange

Conseil Départemental de la Loire

Mme JURY Christiane

Conseil Départemental du Rhône

Mme PEYSSELON Valérie

Conseil Départemental de la Loire

Étaient absentes

Mme BESSON-FAYOLLE Corinne

Conseil Départemental de la Loire

Mme PERRIN Fabienne

Conseil Départemental de la Loire

Mme RIBEIRO-CUSTODIO Alexandra

Conseil Départemental de la Loire

Mme PUBLIÉ Martine

Conseil Départemental du Rhône

Mme VIALLETON Marie-Michelle

Conseil Départemental de la Loire

Délégués Collège du secteur du Pilat Rhodanien

Délégués de la Communauté de communes

Était représenté

M. HEITZ Philippe

Par M. CORVAISIER Robert

Délégués des Communes

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme BRUNON Martine

Commune de Saint-Régis-du-Coin

Mme FAURE Marie-Catherine

Commune de Saint-Romain-les-Atheux

M. MATHOULIN Julien

Commune de Jonzieux

M. ROYET Philippe

Commune de Graix

Mme TRANCHAND Bernadette

Commune de Tarentaise

Étaient absents

M. PIGNARD Benjamin

Commune de Le Bessat

Mme RICHARD-RIVORY Carole

Commune de Thélis-la-Combe

M. TAMET Marcel

Commune de Colombier

Délégués Collège secteur Vienne Condrieu Agglomération

Délégués de la Communauté d'agglomération

Était présent (à la Maison du Parc)

M. BRUYAS Lucien

M. THOMAS Luc

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme ASSENAULT Jacqueline

M. RAULET Thierry

Mme THÉTIER Sylvie

Était absent

M. SOY Laurent

Délégués des Communes

Étaient présents (à la Maison du Parc)

M. GONON Christophe

Commune de Tupin-et-Semons

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ABEILLON Thibald

Commune de Saint-Romain-en-Gal

Mme CHOFFEL Marion

Commune de Sainte-Colombe

M. GARCIA José (suppléant de Cédric PIZOT)

Commune de Condrieu

Mme JOURNOUD Nathalie

Commune de Loire-sur-Rhône

Était absent

M. CHARMET Michel

Commune de Trèves

Délégués Collège du secteur du versant du Gier

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Était présent (à la Maison du Parc)

M. PORCHEROT Jean-Philippe

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme MAGNAT Noëlie

M. SEUX Jean-François

Était absent

Mme FAYOLLE Sylvie

M. GUERIN Gérard

Délégués des Communes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. COMTE Brice

Commune de Sainte-Croix-en-Jarez

M. LACROIX Norbert

Commune de La Terrasse-sur-Dorlay

Était absent

M. CARCELES Pierre

Commune de Farnay

M. FARA Bernard

Commune de La Valla-en-Gier

Délégués Collège des Villes Portes

Délégués de Saint-Étienne Métropole

Étaient présents (via la visioconférence)

Mme PERRET Evelyne

M. ZENNAF Kahier

Étaient absents

Mme DREVET Leslie

Mme HALLEUX Roselyne

Mme LAFAY Françoise

M. FAVERJON Christophe

M. VASSELON Gilbert

Délégués des Villes portes

Étaient présents (via la visioconférence)

M. ALAMERCERY Yves	Commune de Saint-Chamond
Mme DEHAN Nathalie	Le Grand Lyon-Givors
M. GONDRAND Frédéric	Commune d'Annonay
M. HAMMOU OU ALI Brahim	Commune de La Ricamarie
M. NUNEZ Dominique	Commune de L'Horme
M. PENARD Christophe	Commune de Saint-Jean-Bonnefonds

Étaient absents

M. CHANELIERE Julien	Commune de Rive-de-Gier
M. GALLOT Éric	Commune de Sorbiers
M. LETO Francesco	Commune de Lorette
Mme MICHAUD-FARIGOULE Christiane	Commune de Rochetaillée – Saint-Étienne

Assistaient également à la réunion :

Mme Sylvie BERCEZ-SERVANTON	Déléguée suppléante – Saint-Jean-Bonnefonds
M. Daniel DURR	Président du Conseil scientifique
M. Cyril MATHEY	Commune de Givors
Mme Rosemarie PERRIN	Délégué suppléante – Vienne Condrieu Agglomération – Échalas
M. Louis REDAUD	DDT 42
Catherine BEAL, Sandrine GARDET, Axel MARTICHE, Marie VIDAL	Équipe du Parc

Le Président certifie que la convocation de tous les membres en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi.

Objet : Avis sur le Schéma Régional des Carrières

Éléments de cadrage général

Le schéma régional des carrières a vocation à définir, sur une période 12 ans, "les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région.

Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage.

Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes.

Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites » (article L. 515-3 du Code de l'Environnement).

En d'autres termes, et particulièrement dans une région dynamique comme « Auvergne Rhône-Alpes, il s'agit de mieux gérer et sécuriser l'approvisionnement en matériaux de notre territoire dans une perspective de long terme, tout en renforçant la prise en compte des enjeux environnementaux.

L'approvisionnement de la région Auvergne Rhône-Alpes se caractérise par :

- des gisements diversifiés en qualité et globalement suffisants en quantité au regard des besoins. Néanmoins il est à noter une forte disparité régionale quant à la présence de gisements exploitables et aux besoins en matériaux neufs ;
- des gisements rares ou uniques à l'échelle nationale (diatomites, pouzzolanes, gypses, marbres...)
- l'existence d'un maillage territorial des sites d'exploitation bien réparti ;
- des territoires dynamiques où l'extension de l'urbanisation induit des difficultés d'accès aux ressources ;
- des enjeux de préservations des masses d'eau, des paysages et des patrimoines naturels importants et l'existence des productions agricoles sous signes de qualité en nombre.

De ce fait, le schéma régional adopte les lignes directrices suivantes :

- rechercher la sobriété dans l'usage des matériaux neufs ;
- utiliser de manière accrue des matériaux issus du recyclage des produits de démolitions voire de remblaiement, et des ressources secondaires ;
- maintenir des capacités de production de proximité ;
- donner la priorité au renouvellement et à l'extension des sites d'exploitation plutôt qu'à l'ouverture de nouveaux sites.

Le schéma régional des carrières est réalisé sous le pilotage de Monsieur le Préfet de région.

Implication des Parcs naturels régionaux dans l'élaboration du Schéma Régional des Carrières :

La région Auvergne Rhône-Alpes compte 10 Parcs naturels régionaux (réunis au sein de l'Association des Parcs Auvergne Rhône-Alpes – APARA) qui s'assurent du développement durable de leurs territoires autour des cinq missions que la loi leur confie : protection des patrimoines, développement économique et social, aménagement du territoire, éducation, expérimentation et innovation. Leurs Chartes

constituent des choix politiques en matière de développement du territoire. Elles orientent au travers des Plans de Parc, l'aménagement du territoire au regard des enjeux de préservation des espaces naturels et des paysages.

La question de l'utilisation durable et sobre des ressources minérales, et donc son organisation par le schéma régional des carrières, entre en résonance avec l'ensemble des missions des Parcs.

C'est notamment le cas pour le Parc du Pilat au regard de l'objectif opérationnel 1.3.3 « Maîtrise l'exploitation des ressources géologiques et minérales ».

Il était donc important que les Parcs naturels régionaux soient invités à participer à l'élaboration de ce schéma, ce qui a été le cas.

En effet, l'APARA, par arrêté préfectoral régional n°19-019 du 25 janvier 2019, a été désignée membre du comité de pilotage du Schéma Régional des Carrières, comité présidé par le Préfet de région.

La représentation d'APARA a été assurée politiquement par Jacques ADENOT, président du Parc naturel régional du Vercors et techniquement par Jean-François LOPEZ, directeur adjoint du Parc naturel régional du Massif des Bauges. Entre les différentes réunions du Comité de pilotage, Messieurs ADENOT et LOPEZ ont réuni régulièrement l'ensemble des Parcs afin de s'assurer que chaque Parc puisse faire valoir son avis et apporter ses contributions à l'élaboration du SRC.

Il sera important que les Parcs restent impliqués dans le suivi du SRC à l'échelle globale et dans son application à l'échelle locale

En amont de la définition des orientations du schéma, l'APARA a rappelé dans un courrier, en date du 23 décembre 2019, adressé au Préfet de région :

- la place particulière des PNR,
- les enjeux de reconnaissances de ceux-ci, et
- les orientations spécifiques qui pouvaient concourir aux objectifs des Parcs.

Ces points constituent le socle des éléments d'avis sur le schéma régional des carrières sur lequel il est proposé de délibérer. A ces éléments communs aux différents Parcs naturels régionaux , il est également proposé de prendre en compte les enjeux spécifiques au Pilat

Cadre juridique dans lequel l'avis du Syndicat mixte du Parc sur le Schéma régional des carrières (SRC) est sollicité :

L'avis de chaque syndicat mixte de Parc sur le SRC est sollicité en application du VI de l'article L.333-1 du Code de l'environnement.

La saisine du Parc ayant été faite par mail en date du 15 mars 2021, le Syndicat mixte du Parc a deux mois pour se prononcer, soit avant le 15 mai 2021.

Si l'avis du Syndicat mixte du Parc est obligatoirement sollicité pour le SRC, il ne l'est plus, et ce depuis la modernisation du droit de l'environnement réalisée par le Ministère de la transition écologique en 2017*, pour les projets de carrières sur son territoire, qu'il s'agisse d'une création, d'un renouvellement d'exploitation ou d'un agrandissement de carrière. Le syndicat mixte du Parc aurait plus de capacité et de légitimité encore à se prononcer sur un projet qui concerne son territoire que sur un schéma à l'échelle régionale.

(*): Dans le cadre de la modernisation du droit de l'environnement, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire a décidé de simplifier les démarches administratives des porteurs de projet tout en facilitant l'instruction

des dossiers par les services de l'État. Le Ministère a créé pour cela l'autorisation environnementale, applicable à compter du 1er mars 2017. Les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les installations classées pour la protection de l'environnement et les installations, ouvrages, travaux et activités soumises à autorisation sont fusionnées au sein d'une unique autorisation environnementale. Celle-ci met l'accent sur la phase amont de la demande d'autorisation, pour offrir au pétitionnaire une meilleure visibilité des règles dont relève son projet. Selon l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, la consultation des syndicats mixtes de PNR n'est plus requise pour les projets soumis à autorisation environnementale.

Avis du Parc naturel régional du Pilat sur le Schéma régional des Carrières :

Concernant la reconnaissance des spécificités des territoires classés Parcs naturels régionaux :

Zonages environnementaux :

Le schéma organise les zonages environnementaux en trois grandes classes :

- les zones de sensibilité rédhibitoire où l'exploitation de carrières n'est pas possible (site classé, arrêté préfectoral de protection (biotope, site d'intérêt géologique), réserves naturelles nationale et régionale, réserves biologiques (intégrale et dirigée), périmètres (immédiat et rapproché) de protection de captage ; zones de mesures de compensatoires...)
- les zones de sensibilité majeure où l'exploitation est à éviter, sauf en cas d'absence de gisements de reports* accessibles ou de situation d'approvisionnement déficitaire
- les zones à forte sensibilité pour lesquelles un projet d'exploitation ou d'extension doit tenir compte de manière spécifique des enjeux liés à ce classement.

(*) *gisement de report* : gisement identifié potentiellement exploitable pour permettre le report des capacités de production actuellement situées en enjeu rédhibitoire, majeur et en eau

Il est important de noter que les territoires classés en Parcs naturels régionaux ont pu être reconnus à minima comme zones à forte sensibilité.

Il a également été accepté que les zones n'ayant pas vocation à accueillir de carrières mentionnées dans les Chartes et leurs plans de Parcs (hors zonages de sensibilité rédhibitoire), soient considérées comme zones de sensibilité majeure.

Le réseau des Parcs considère qu'il s'agit d'une avancée dans la prise en compte des territoires classés Parcs naturels régionaux.

Quelle association des Syndicats mixtes de Parc aux projets de carrières ?:

Au-delà des autorisations d'implantations des carrières selon le zonage, le schéma prescrit que "dès la phase amont, les porteurs de projets sont incités à échanger avec le gestionnaire du parc pour s'assurer de la cohérence du projet avec la charte (enjeux paysagers, remise en état, cadre de vie notamment)" (cf pages 241 et 242 du rapport SRC).

Cette simple "incitation" à destination des porteurs de projet apparaît légère au regard du rôle de partenaire privilégié que l'État reconnaît au syndicat mixte de gestion d'un Parc (L'État étant par ailleurs signataire des chartes de Parcs naturels régionaux). Cette "incitation" pourrait s'adresser également aux services instructeurs qui peuvent utilement s'appuyer sur l'expertise territoriale des Parcs lors de l'étude des demandes d'ouvertures ou de renouvellement des autorisations, pour permettre la bonne application des Chartes.

Il est proposé l'ajout d'une prescription concernant les services instructeurs de l'État. Cette prescription serait la suivante : « dès la phase amont d'un projet de création, renouvellement, agrandissement, réhabilitation paysagère, ..., les services instructeurs devront échanger avec le gestionnaire du Parc pour s'assurer de la cohérence du projet avec la charte et du respect des engagements de l'État en tant que signataire de la Charte »

Concernant la sobriété d'usage des matériaux et notamment des ressources présentant des qualités techniques particulières :

Le choix de la sobriété dans l'usage des ressources primaires et la volonté d'accroissement de l'usage des matériaux recyclés ou secondaires comme orientation première du schéma, à destination notamment des maîtres d'ouvrages publics et privés, et non plus aux seuls pétitionnaires est reconnue comme une évolution positive importante et structurante du schéma.

Concernant la remise en état des carrières :

Le schéma oriente la remise "en état des carrières en assurant leur réversibilité dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols" (orientation VIII). Cette orientation converge avec les objectifs poursuivis par les PNR, qu'ils soient inscrits ou non dans leurs Chartes.

Par ailleurs l'orientation XI, invite à "inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu nature" et à "expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps...notamment dans des zones présentant une sensibilité patrimoniale ou paysagère particulière, par exemple les PNR... ».

La formulation traduit bien l'esprit de la demande faite au Préfet de Région (dans le courrier cité précédemment), où les Parcs souhaitaient la mise en place d'une concertation locale lors de l'élaboration du projet, pendant l'exploitation et jusqu'à la remise en état du site afin de permettre des modulations de cette dernière autour d'un objectif général.

Concernant la cohérence avec la charte du Parc du Pilat spécifiquement

Les Parcs naturels régionaux étant considérés a minima comme des zones à forte sensibilité pour lesquelles la Charte de Parc doit être prise en compte, ce qui figure dans chaque Charte de Parc à ce sujet est fondamentale et permet d'orienter la mise en œuvre du Schéma régional des carrières.

Cependant, à la lecture du rapport de l'évaluation environnementale, il est constaté au chapitre consacré aux chartes des PNR (page 78), une reprise très incomplète des dispositions de la charte du PNR du Pilat (par rapport aux autres chartes) => seul est repris le libellé de l'objectif opérationnel sans les 4 mesures associées :

- Développer des solutions alternatives à l'extraction directe de matériaux alluvionnaires et de roches massives
- Privilégier les projets de renouvellement d'autorisation d'exploitation ou d'extension des carrières existantes
- Éviter les projets d'ouverture ou d'extension de carrières sur les Sites d'Intérêt Patrimonial, les Sites Écologiques Prioritaires, les ensembles paysagers emblématiques, les périmètres de protection des captages d'eau.
- Valoriser durablement le caractère patrimonial des sites géologiques les plus remarquables

Il est proposé de compléter, de la même manière que cela a été fait pour les autres Parcs, le chapitre consacré aux Chartes des PNR en reprenant les 4 mesures de la Charte du Parc du Pilat ci-après :

- **Développer des solutions alternatives à l'extraction directe de matériaux alluvionnaires et de roches massives**
- **Privilégier les projets de renouvellement d'autorisation d'exploitation ou d'extension des carrières existantes**
- **Éviter les projets d'ouverture ou d'extension de carrières sur les Sites d'Intérêt Patrimonial, les Sites Écologiques Prioritaires, les ensembles paysagers emblématiques, les périmètres de protection des captages d'eau.**

- **Valoriser durablement le caractère patrimonial des sites géologiques les plus remarquables**

Concernant les gisements de report

Ces gisements correspondent à des gisements identifiés comme potentiellement exploitables pour permettre le report des capacités de production actuellement situées en enjeu rédhibitoire, majeur et en eau.

Sur le périmètre du Parc, des gisements de granulats de report ont été identifiés (carte page 216 du rapport) ; de même en périphérie immédiate « Nord-Ardèche » et « Haute-Loire » (métamorphites du Pilat et du Vivarais).

Le territoire du Pilat, zone à forte sensibilité du Schéma Régional des Carrières, contribue déjà fortement à l'approvisionnement régional en granulats. En effet, il compte sur son territoire 2 sites d'extraction, dont l'un vient d'obtenir en janvier 2020 un arrêté préfectoral pour le renouvellement de son exploitation à trente ans.

Aussi, il est proposé que les gisements de report identifiés sur le territoire du Pilat ne soient pas considérés comme exploitables dans le cadre du présent Schéma dont la durée est de 12 ans.

En contrepartie, le Parc du Pilat propose d'être territoire d'expérimentation pour des solutions innovantes visant à la sobriété dans l'usage des ressources primaires, comme cela est d'ailleurs indiqué dans sa charte.

Concernant l'évaluation des risques

Le risque « Radon » apparaît sous-estimé par le Schéma régional des carrières avec seulement quelques lignes page 46 du rapport alors qu'il est mentionné qu'« *en France, le radon serait responsable de 5 à 12 % des décès par cancer du poumon (soit la 2ième cause après le tabac)* ».

Les matériaux exploités dans le massif du Pilat étant issus de roches granitiques (roches au sein desquelles le radon est particulièrement présent), ce risque devrait être traité de manière plus approfondie, en s'appuyant notamment sur la transposition en droit français du 4 juin 2018 de la Directive européenne 2013/59 EURATOM du 5 décembre 2013 (non évoquée dans le schéma). Cette directive permet une évaluation des risques d'exposition aux rayons ionisants qui intègre désormais les rayonnements ionisants d'origine naturelle telle que le radon.

Il est proposé de d'accorder au sein du SRC une attention plus grande à la Santé Humaine et, notamment ; en évoquant de manière plus détaillée le risque d'exposition aux rayons ionisants tels que ceux émanant du radon et de faire état de solutions de radioprotection.

En conclusion, il est proposé de donner un avis favorable au Schéma régional des carrières sous réserve de la prise en compte des attentes suivantes :

- l'ajout d'une prescription concernant les services instructeurs de l'État. Cette prescription est la suivante : « dès la phase amont d'un projet de création, renouvellement, agrandissement, réhabilitation paysagère, ..., les services instructeurs devront échanger avec le gestionnaire du Parc pour s'assurer de la cohérence du projet avec la charte et du respect des engagements de l'État en tant que signataire de la Charte »
- la reprise, dans le chapitre consacré aux Chartes des PNR, des 4 mesures de la Charte du Parc du Pilat relatives à la maîtrise de l'exploitation des ressources géologiques et minérales (objectif 1.3.3 de la Charte)

- la non exploitabilité des gisements de report identifiés sur le territoire classé Parc naturel régional du Pilat dans le cadre du présent Schéma dont la durée est de 12 ans.
- une attention plus grande à la santé humaine et notamment au risque d'exposition aux rayons ionisants tels que ceux émanant du radon.

Un amendement est proposé pour ajouter une réserve : « la mise en œuvre par les services de l'État d'une concertation avec les élus et la population locale en amont de tout projet de création, de renouvellement ou d'extension d'autorisation d'exploiter. »

Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au Schéma régional des carrières sous réserve de la prise en compte des attentes suivantes :

- l'ajout d'une prescription concernant les services instructeurs de l'État. Cette prescription est la suivante : « dès la phase amont d'un projet de création, renouvellement, agrandissement, réhabilitation paysagère, ..., les services instructeurs devront échanger avec le gestionnaire du Parc pour s'assurer de la cohérence du projet avec la charte et du respect des engagements de l'État en tant que signataire de la Charte »
- la reprise, dans le chapitre consacré aux Chartes des PNR, des 4 mesures de la Charte du Parc du Pilat relatives à la maîtrise de l'exploitation des ressources géologiques et minérales (objectif 1.3.3 de la Charte)
- la non exploitabilité des gisements de report identifiés sur le territoire classé Parc naturel régional du Pilat dans le cadre du présent Schéma dont la durée est de 12 ans.
- une attention plus grande à la santé humaine et notamment au risque d'exposition aux rayons ionisants tels que ceux émanant du radon.
- la mise en œuvre par les services de l'État d'une concertation avec les élus et la population locale en amont de tout projet de création, de renouvellement ou d'extension d'autorisation d'exploiter.

.....

Pour extrait certifié conforme
le 5 mai 2021,

Le Président,

Emmanuel MANDON